

**Union européenne - Lutte contre le
terrorisme - Migrations - Accords
de Schengen - Propos à la presse de
M. Gérard Collomb, ministre
d'État, ministre de l'intérieur, à
l'issue du conseil justice et affaires
intérieures**

(Bruxelles, 14 septembre 2017)

Q - Est-ce que vous pouvez nous expliquer la proposition de la France pour rétablir le contrôle aux frontières en cas de terrorisme et nous dire comment cela a été reçu par vos homologues ?

R - Vous savez que le problème du terrorisme en France se pose de manière encore aigüe puisque, depuis le début de l'année, nous avons empêché douze attentats. Nous savons que ce terrorisme est transfrontalier puisque l'on voit des mouvements importants, comme on a pu le voir par exemple entre la Belgique et la France. Nous savons aussi que les terroristes qui ont commis les attentats de Barcelone étaient passés par la France. Nous devons donc avoir les moyens de pouvoir continuer à contrôler les frontières lorsque c'est nécessaire. C'est une problématique que nous avons soulevée il y a quelques temps avec mon collègue allemand Thomas de Maizière. Le commissaire européen Dimitris Avramopoulos a confirmé que la Commission européenne souhaitait effectivement prendre une initiative pour assouplir le code Schengen, sans évidemment remettre en cause la libre circulation, mais pour permettre d'effectuer des contrôles aux frontières nationales en cas de risque de terrorisme.

Q - Aujourd'hui, c'est déjà le cas, on a rétabli le contrôle aux frontières, donc on peut le faire, qu'est-ce que cela changerait ?

R - Le renouvellement actuel de nos contrôles s'arrête début novembre puisque le code frontières Schengen fixe actuellement un temps limité. L'idée que nous développons est que les États membres puissent continuer à maintenir les contrôles un peu plus longtemps si c'est nécessaire. Nous avons proposé une période de deux ans.

Q - Quel est l'accueil par les États membres de cette proposition ?

R - Cette proposition qui, au départ, a été soutenue simplement par nos deux pays, La France et l'Allemagne, est aujourd'hui soutenue par de nombreux pays. Je pense qu'elle aura un accueil favorable.

Q - Est-ce que vous comptez obtenir le feu vert d'ici le 15 novembre, c'est-à-dire le prochain conseil JAI ?

R - Nous souhaitons obtenir un soutien au plus vite. Vous savez sans doute aussi que nous sommes en train aujourd'hui de faire passer un texte en France sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme parce que nous allons mettre un terme à l'état d'urgence. Nous avons voulu l'abroger. En même temps, nous portons un texte qui protège, et où nous parlons aussi de la question des contrôles dans les zones frontalières. Mais nous souhaitons que la question des contrôles aux frontières intérieures de l'UE soit portée au niveau européen.

Q - Une question sur les réinstallations, le président Macron est très volontariste sur ce dossier. Est-ce que la France a déjà fait des propositions concrètes d'un nombre de places de réfugiés à réinstaller directement depuis l'Afrique, comme le demande la Commission ?

R - Nous avons parlé avec notre collègue italien de comment traiter ce problème ensemble. Ce que dit le président Macron est qu'il faut que nous puissions accueillir un certain nombre de réfugiés. L'idée est à la fois de stopper le flux de migrants économiques depuis les côtes libyennes et empêcher que se constituent au bord des côtes libyennes des camps, où les conditions de vie sont à peu près ce qu'on peut connaître de pire, et permettre aux gens de regagner leur pays, et en même temps d'installer à Agadez, c'est-à-dire aux portes du Niger, là où se font les départs vers la Libye, une sorte de verrou qui ne permette plus le passage de centaines de milliers de migrants. Avec le HCR, il faut aussi faire en sorte que celles et ceux qui sont des réfugiés, c'est-à-dire qui peuvent obtenir le droit d'asile en Europe, puissent être accueillis en France et en Europe. C'est un choix politique équilibré.

Q - La France a déjà proposé un nombre de places ?

R - Nous avons déjà travaillé avec nos collègues italiens et grecs qui, comme vous le savez, ont connu des difficultés importantes, pour pouvoir accueillir en France un certain nombre de ceux qui, ayant droit à l'asile dans notre pays, pourraient effectivement y venir. Le travail va se poursuivre.

Q - Que répondez-vous à Jean-Claude Juncker quand il souhaite l'élargissement des accords de Schengen à la Roumanie et à la Bulgarie ?

R - C'est une question que le président Macron discutera sans aucun doute avec lui.

Je vous remercie./.